

L'homme qui raconte son histoire ci-dessous, [Nicolas Grégoire](#), lanceur d'alerte, accuse Bayrou (soutien de Macron) de graves délits (du même tonneau que ceux de Fillon) et pourtant, il est complètement *blacklisté* — aucune enquête complémentaire, même pas un simple relais — par TOUS les chefs « journalistes » du pays (qui ne s'acharnent que contre FF et MLP) ; c'est intéressant, on dirait un cas d'école, pour étudier le naufrage du journalisme vendu aux riches.

Bien sûr, il faudrait vérifier tout ça, mais, précisément, le fait de ne pas en parler *du tout* (jusqu'à l'élection protectrice) est assez révoltant quand on se souvient du foin que tout le monde médiatique a fait *ill-co* chaque jour contre FF et MLP.

La Pravda des milliardaires (lémédia) dispose de deux poids et deux mesures pour « informer » — c'est-à-dire *fabriquer le consentement* (© Chomsky) de — la plèbe.

Même les gars de Mediapart, qu'on pensait incorruptibles, étouffent l'affaire... ???

Apparemment, TOUT le système de domination VEUT Macron (notre prochain bourreau banquier, vous savez, celui qui veut (carrément) détruire la sécurité sociale, l'été, par ordonnances, sans être ralenti par le parlement => son premier engagement = « supprimer les cotisations sociales salariales » !!!!) ; il leur faut Macron, à tout prix...

Tout se passe comme prévu. Picture ©Louison, all rights reserved

Ça me rappelle fortement la campagne référendaire de 2005 : à l'époque, déjà, ceux qui résistaient à l'UE étaient tous considérés par lémédia comme des racistes « d'extrême droite »...

Alors que le vrai fascisme est financier et que son principal mécanisme d'asservissement des peuples européens s'appelle aujourd'hui « *Union européenne* ».

Voyez vous-mêmes comment Nicolas Grégoire nous interpelle.

Étienne.

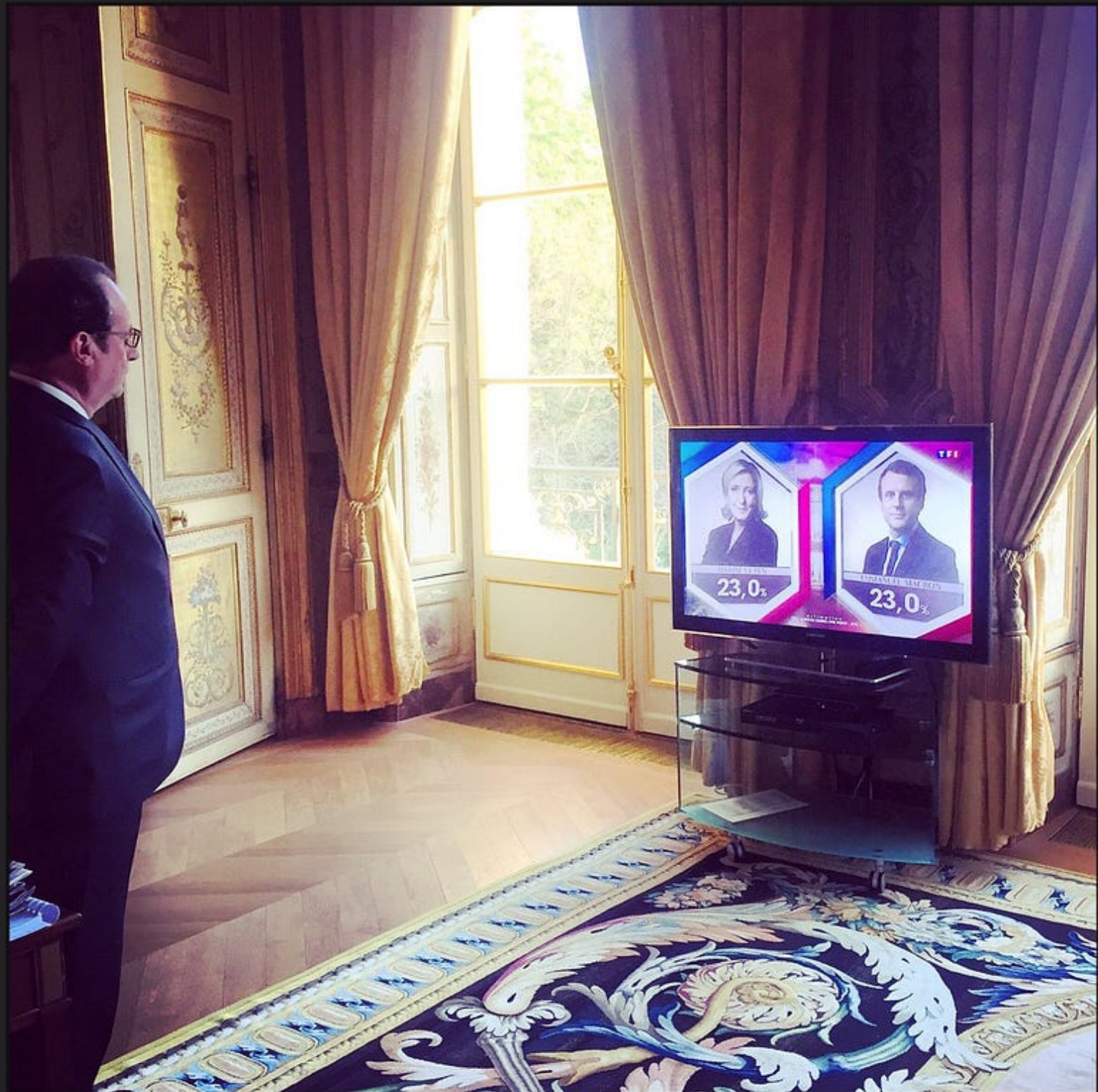
#LanceurDalerte

#BayrouMacronGate

Pas avant le deuxième tour

Source : <https://medium.com/@nicolasgregoire/pas-avant-le-deuxi%C3%A8me-tour-593526d58a2a>

En dénonçant Bayrou, je voulais changer la politique. Censuré, espionné, cambriolé, j'ai découvert que je ne pouvais pas gagner.



Très vite, la qualité de mes conversations téléphoniques avec les journalistes est particulièrement mauvaise. Après deux ou trois minutes, les voix se hachent, deviennent métalliques. “Vous voyez, j’habite dans une zone où ça capte plutôt mal. Ça va, mais je capte tout juste. Et là, clairement, quand j’appelle certaines personnes, de la bande passante s’échappe quelque part”.

Je contacte le Canard Enchaîné, dont je connais le rédacteur en chef, Erik Emptaz. “Le Canard vous remercie d’avoir pensé à lui, me répond la secrétaire de rédaction. Votre message est transmis à Erik Emptaz”. Soulagé, je réponds “vous vous réveillez enfin, c’est bien. Je commençais à me demander si vous protégez Bayrou”. Le Canard ne publiera rien. Et enchaînera les révélations sur Fillon et Le Pen.

Les interviews s’enchaînent. On m’enregistre. On prend note. J’avertis : “Attention, il va y avoir des pressions !” Et toujours la même réponse. “Ah mais Bayrou et ses amis ne font pas la loi chez nous !” Et le sujet ne sort pas.

6 avril. Pour répondre aux demandes des médias et faire taire les mauvaises langues, je publie [toutes mes preuves](#) sur Twitter. Et mets les originaux en lieu sûr. Corinne Lepage, qui avait avant moi dénoncé les emplois fictifs chez François Bayrou, retweete immédiatement. Deux minutes plus tard, elle se

rétracte.

22h. Dans un appartement éteint et silencieux, je lis à côté de ma fille qui dort à poings fermés. Mon chien bondit en direction de la porte d'entrée en poussant des hurlements. Exactement comme il y a huit ans, quand on essayait de me cambrioler. Je me lève. "Qu'est ce qui se passe, mon chien ?" J'entends quelqu'un dévaler l'escalier. Je reste là, une bonne minute. Le doute s'installe. Dans quoi me suis-je foutu.

Ca sort !

"C'est lui, Grégoire, qui vous a donné ça ? Il est gonflé, le mec !" — Jean-Jacques Hiest, devant mon contrat de travail

Quand les autres rédactions bloquent le sujet, Hervé Chambonnière, grand reporter au quotidien régional Le Télégramme, mène son enquête. Avec sérieux, courant après le scoop, il analyse mes preuves, appelle mon ancienne secrétaire de rédaction. Qui lui confirme que je travaillais au parti. Il rend visite à Jean-Jacques Hiest et Ambroise Guellec, mes financiers. Qui nient me connaître et m'avoir embauché. "Après 1988, impossible !" lui jure Hiest. Avant de retrouver la mémoire, devant un CDI signé de sa main.

Quatre jours après mes révélations, le Télégramme sort en exclusivité un article d'une page.

Et voilà, ça sort. Bravo au Télégramme et à Hervé Chambonnière. <https://t.co/ReobV6pSue>

— Nicolas Grégoire (@nicolasgregoire) [8 avril 2017](#)

Bayrou se réfugie derrière son entourage, qui crie à l'élucubration. J'exulte. J'ai dû m'auto-publier. Me dénoncer. Mais la vérité, maintenant, règne. Et Sylvain Maillard, porte parole d'En Marche, me suit sur Twitter.

Le Télégramme en poche, j'appelle l'AFP. On prend mon message. A 20h, un SMS. "Bonjour, je suis journaliste AFP au bureau de Rennes. Pouvons-nous nous rencontrer ?" Tout sourire, mon ex-femme me dit "tu avais raison. Il suffisait qu'un seul le sorte !" L'ancien du Figaro, naguère si pessimiste, me félicite.

Et pourtant les beaux jours sont terminés. Je vais découvrir les rouages d'une machine à influencer le résultat de l'élection présidentielle. Une alliance d'intérêts dont je n'aurais jamais deviné l'existence ou l'ampleur.

Pressions, surveillance et petites lâchetés

"Mon rédacteur en chef ne veut pas le passer. Je comprends pas, je lui ai montré les preuves" — un journaliste de RMC.

10 avril. Trois journalistes d'Europe 1 me contactent en cinq minutes. A Paris, un homme à la voix de chroniqueur m'enregistre dans la cabine. "Mettez vos ceintures, le tourbillon médiatique va commencer", dis-je à mes proches. On me dit que ça va passer au journal de 18 heures, ou à la matinale. Et le lendemain, sur Europe 1, j'entends : "sinon en politique aujourd'hui, pas grand-chose. On tourne en rond".

Je contacte le journaliste. "On va le passer votre témoignage, me dit-il. Mais il y a beaucoup d'actu en ce moment". Agacé, je prolonge par texto. "Bayrou, c'est au moins 12 ans de permanents du siège payés avec des contrats parlementaires : vous avez mon témoignage en 97 et celui de Lepage en 2009. (...) C'est un système couvert par tout le monde, amnistié cette année par un gouvernement de gauche. On n'est pas dans l'anecdote. C'est un scandale énorme. Faites votre enquête". Une semaine après, je relance. On me répond "ce sujet est en attente".

11 avril. Après un détour obligatoire sur une messagerie cryptée, je vois la journaliste de l'AFP au café du coin. Nous parlons longuement. Elle semble très intéressée.

12 avril. France Info m'invite à la matinale. "A la suite de votre annonce sur l'emploi fictif en tant qu'attaché parlementaire, seriez-vous disponible pour qu'on en discute pour une éventuelle interview en studio demain matin à 7h40 ?" J'accepte. Quelques heures plus tard, la chargée de production me dit "non, c'est trop compliqué pour demain. (...) Et comme on a déjà fait un sujet dessus ma rédaction en chef préfère attendre. Je suis désolée". Je ne trouve aucune trace du sujet. Je demande qu'on me donne le nom du journaliste qui a couvert. Pas de réponse.

Le même jour, le responsable des investigations du Nouvel Observateur me dit "je vais prendre vos coordonnées, un journaliste va vous rappeler". Personne ne rappelle. Et pourtant l'Obs couvre avec assiduité les affaires Fillon et Le Pen.

Après un début fracassant, je me sens cerné par un mur de silence. Au téléphone, l'ancien du Figaro est furieux. "C'est très grave ! On parle d'une élection présidentielle ! Bien sûr que quand ton rédac-chef te refuse un sujet comme ça, tu as envie de ne rien dire pour ne pas perdre ta place. Mais journaliste, c'est pas n'importe quel métier ! On a des responsabilités ! Il faut s'insurger !"

[@libe](#) , [@Le_Figaro](#) , [@lemondefr](#) , [@LaCroix](#) , [@TF1LeJT](#) , [@France2tv](#) , [@BFMTV](#) ,
[@RMCinfo](#) , [@Europe1](#) , [@EnvoyeSpecial](#) , vous êtes où ?

— Nicolas Grégoire (@nicolasgregoire) [14 avril 2017](#)

L'enthousiasme fait place à l'impatience. Puis à l'indignation. J'interpelle journalistes et rédactions sur Twitter. "Et ça, pourquoi vous n'en parlez pas ?" Je contacte les quotidiens. Ils connaissent mon papier, que de nombreux journalistes ont relayé sur les médias sociaux. J'envoie des mails à des adresses souvent bien cachées. En y mettant des pisteurs très sophistiqués. Certains ne les détectent pas. A Libération, l'Express, on ouvre mon mail, on clique sur ma tribune. Je les vois faire en direct. Et il ne se passe rien. D'abord réservé, Hervé Chambonnière finit par partager mon incrédulité. "C'est fou. Personne ?" Ce qui n'était qu'une possibilité devient pour moi une évidence : on protège François Bayrou. Mais surtout, via lui, Emmanuel Macron. La bonne société parisienne a choisi son candidat.

— T'as vu, ça sort nulle part !

— Attends, tu viens avec des preuves, et tu n'as aucun rédac-chef qui sort le truc, parce qu'ils ont tous peur d'être punis. Je vais te dire notre profession, elle est morte.

Silences et barbouzeries

"Le message est très clair : tu ne sortiras rien le week-end du premier tour. C'est déjà serré, tu vas pas faire chier"

18 avril. Je formate mon téléphone et mets à jour sa sécurité. Les problèmes de batterie et de qualité sonore disparaissent.

20 avril. Sur l'écran de mon ordinateur, une alerte de l'antivirus. "Votre protection est désactivée". Impossible de reprendre la main sur le système. Au bout de trois minutes, tout revient à la normale.

21 avril. J'écris à un journaliste de Libération : "je viens avec des preuves d'un système de financement illégal d'un parti (fiches de paie, contrats de travail, preuves que je bossais à l'UDF) et ça ne sort pas. (...) Tous les jours on sort des trucs (et c'est bien) sur Fillon et Le Pen. Et Bayrou, allié de Macron, rien. C'est quand même plus que bizarre, vous ne trouvez pas ? D'ailleurs pourquoi Libé ou aucun quotidien national ne couvre ? J'aimerais qu'on m'explique en quoi les emplois fictifs chez Bayrou ce n'est pas de la news." Et j'ajoute, écoeuré : "puisque c'est ainsi, je vais sortir un deuxième papier sur les trucs hallucinants qui se passent de mon côté (...). En tous cas, je n'épargnerai personne".

J'appelle ensuite une amie, journaliste en Suède. En lui racontant ma semaine, j'ai l'impression

d'évoluer dans une réalité parallèle. Où l'information est sous contrôle. Où l'on espionne les lanceurs d'alertes. "Bon allez, je te laisse, dis-je, il faut que j'aille à la piscine avec ma fille. A bientôt !" Deux heures plus tard, je m'installe à mon bureau, allume mon ordinateur. Rien. Des pans entiers de mon disque dur ont été effacés. Je pense à un piratage. Puis me souviens avoir éteint ma machine. Il fallait donc y accéder physiquement. On s'est introduit chez moi. Un vertige me prend. La voix tremblante, j'appelle l'ancien du Figaro.

— On m'a effacé mon disque dur.

— Tu sais qui fait ça...

— Les services ?

— Bah oui... C'est illégal. Quelqu'un risque sa carrière. Mais ils le font surtout pour te déstabiliser. Ne t'inquiètes pas, dans quinze jours, ça sera fini.

Comment les services auraient-ils pu aller si loin sans l'aval de l'Elysée ? En tous cas, mission accomplie. Alors que chaque jour sort une révélation sur Fillon ou le FN, le clan Macron a l'air blanc comme neige. Sur les plateaux télé, François Bayrou donne des leçons d'honnêteté. Et personne ne lui pose la question qui dérange.

24 avril. Mediapart sort un article, *La revanche de François Bayrou*. Ses détournements de fonds n'y sont pas mentionnés, alors que Mediapart dispose des preuves. Sur Twitter, encore une fois, je m'imisce. "Et les emplois fictifs de Bayrou, vous ne couvrez pas ?" Silence. Cette nuit-là, je rêve que je rentre chez moi. Que quelqu'un m'attend dans mon entrée. Ganté de cuir, pour m'étrangler.

— On va te traiter de parano, de conspirationniste.

— Je m'en doute. Mais je me suis pas cambriolé moi-même, non plus !

L'agence prend son temps

"Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant" —journaliste de l'AFP

En plein blackout médiatique, je m'accroche à l'AFP. Et encore une fois, j'attends. Le 18, une semaine après l'interview, la journaliste me dit ne pas avoir "contacté tous les protagonistes. Ca devrait sortir mardi matin".

Le 21 avril, jour de mon cambriolage et vendredi d'avant le premier tour, nouveau texto : "Avez-vous le contact de l'ancienne secrétaire de l'UDF ?" J'en suis sur le cul. Elle n'a même pas fini son article. "Dix jours pour faire une dépêche AFP ! Mais je te la dicte tout de suite, moi : 'Un ancien assistant parlementaire accuse François Bayrou d'avoir favorisé un système d'emplois fictifs...' Ca tient en une colonne".

L'AFP ajoute "je ne connais pas la date de publication, car nous attendons la réaction de M. Bayrou". Immédiatement, je tape :

— C'est honteux.

— Pardon ?

— Bayrou refuse de réagir en espérant que ça ne sorte pas et vous rentrez dans son jeu. C'est hallucinant.

— Ecoutez, ma collègue ne l'a pas encore contacté car elle croule sous le travail et je dois encore avoir M. Hiest. Evitez certains commentaires. Bonne journée.

— Vous avez des preuves, des contrats de travail. Le Télégramme est sorti il y a dix jours. Contrairement à vous, je dirai et j'écrirai ce que je voudrai.

— Vous n'allez pas me dicter ce que je dois faire ou écrire. Je vous prie d'arrêter d'être désobligeant.

— Oh, je ne vous dicte rien. Vous n'avez pas besoin de moi.

J'appelle Chambonnière. "Je vais sortir un deuxième papier. Mais cette fois-ci, je vais m'attaquer aux médias". Il a un blanc. "C'est pas une bonne idée".

Iceberg, droit devant

"Tous les animaux sont égaux, mais (il semble que cela ait été rajouté) il y en a qui le sont plus que d'autres." —Georges Orwell, La ferme des animaux

Le soir, je regarde le ballet des motards autour de la voiture de Macron. Le dîner dans son Fouquet's à lui. Au diable les apparences.

Le mercredi d'après le premier tour, l'AFP me demande encore des précisions. Quinze jours ! La dépêche n'est pas encore prête ! "Je n'ai jamais vu une attitude pareille, même Bayrou que je viens d'avoir au téléphone n'a pas été aussi agressif", me glisse miss AFP Bretagne. Elle m'écrit ensuite "l'unique raison pour laquelle je n'ai pas rédigé le papier c'est tout simplement que je n'ai pas eu le temps. (...) Je vous aurais dit si mes chefs bloquaient le papier". Tout va bien alors. Mais cela n'a plus d'importance. "De toutes façons, écris-je en conclusion, il fallait que ça sorte avant le premier tour, pour qu'acculés, Bayrou et surtout son allié Macron fassent des promesses fortes. Maintenant que Macron est assuré d'avoir la présidence, tout cela ne sert plus à grand-chose. J'ai perdu mon pari".

La dépêche devrait sortir quelques jours avant l'élection. Devrait. Hier sûrement confiant d'avoir Matignon, Bayrou tremble, pantomime l'indignation. Il est sale, il le sait. Et pourtant, il s'absout. Comme je l'ai entendu dire en bureau politique : "on me dit 'tu ne ramènes pas autant que [Léotard](#)'. C'est vrai, et j'en suis fier". "Et quand il revenait d'Afrique, rigole un élu, il avait les mains vides. Parce que c'était [Lehideux](#) qui portait les valises !"

En politique, on a une drôle vision de la morale. Qui s'élastifie encore pour les élections. Macron trahit Hollande. Valls trahit Hamon. Les Républicains trahissent Juppé pour Fillon. Puis Fillon pour Juppé. Et retournent vers Fillon. Nicolas Dupont-Aignan trahit la République. Et l'Elysée trahit la liberté d'expression. Comme disait déjà Cicéron en s'adressant au Sénat : "vous êtes des putes".

Cette réalité, les grands médias la connaissent bien. Mais vous comprenez, le peuple est trop simplet. Il faut lui tenir la main. Des grands médias contrôlés par une poignée de milliardaires. Et des journalistes politiques emplis d'eux-mêmes. Inféodés. Accros aux confidences de cocktails. A leurs places dans le Falcon présidentiel. Des journalistes méprisés par les politiques, qui jouissent à les manipuler.

Il est loin le temps où Maurice Maréchal, directeur du Canard Enchaîné, virait son journaliste pour avoir eu la Légion d'honneur. "Il ne fallait pas la mériter !" Ces copinages, cette soumission au clic de la grande presse, et surtout cette confusion entre informer et occulter, font le lit des extrémismes.

Pendant ce temps, dans l'Aisne, un homme vole une pièce de vingt centimes et écope d'un mois ferme. A Bordeaux, un autre homme sans ressources prend quinze jours pour un paquet de saucisses, des gâteaux et une brosse à dents. Et ma voisine fait des ménages au noir, pour compléter sa retraite. Avec quarante-deux ans de cotisation et une prothèse de genou. Noyée dans les vaines promesses, une France s'écroule. Le Front National a huit millions de votants. Le 7 mai, ils seront peut-être le double. Dans cinq ou dix ans, ils fêteront leur victoire. C'est le début de la fin pour une Cinquième usée, presque impotente.

Les politiques doivent être tenus en laisse. Il faut réformer la rémunération des parlementaires. Qu'ils arrêtent de l'utiliser pour s'acheter, légalement, des villas sur la côte d'Azur. Il faut punir sévèrement toute corruption. Tout favoritisme. Par une peine de prison ferme et l'inéligibilité à vie. Il faut une vraie transparence. Que pour tout, les politiques rendent des comptes. Il faut une nouvelle République, avec comme modèle la Suisse.

Et surtout il faut sortir cette race de seigneurs de ses palais, ses banquets, ses voitures à cocardes, ses gardes armés, ses jets privés, ses centre-villes privatisés. Ces politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes.

La France appartient à ses habitants.

Epilogue

“C’est quand même sympa de la part de l’AFP de ne pas vouloir perturber l’élection avec de vieilles affaires. Comme pour Fillon !”

3 mai. Histoire de laisser une dernière chance, j’écris encore à l’AFP.

— Bonjour, vous êtes vraiment sûre que vos chefs ne bloquent pas le sujet ?

— Pour être honnête, je ne sais pas. Dès que j’en sais plus je vous dis. Ca peut effectivement paraître après le second tour. Je ne suis plus décisionnaire depuis que je l’ai rédigé.

Dépité, je pars au bistrot du coin. Et m’épanche auprès de la tenancière. “Les médias décident pour qui on doit voter”. Elle hausse les épaules en essuyant un verre. “Ça c’est pas nouveau”. Je touille mon café chantilly. “Oui, mais il faut pas que Bayrou ait Matignon. Sinon je suis dans la merde”. Elle s’empare d’un plat de pommes de terre. “Bayrou premier ministre ? Quelle drôle d’idée ! Il passera pas, Macron. C’est Le Pen qui va passer”. J’arrête de touiller. “Ah bon ?” Elle nappe les pommes de terre d’huile. “De toutes façons on l’aura à un moment ou à un autre. Autant l’avoir maintenant.”

Nicolas Grégoire.

Source : <https://medium.com/@nicolasgregoire/pas-avant-le-deuxi%C3%A8me-tour-593526d58a2a>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10155210486957317>